

Sarkozy, plus c'est gros, plus ça passe (suite)



Nouveau chevalier blanc de l'industrie nationale, Nicolas Sarkozy vient de faire part d'un objectif « ambitieux » en apparence : accroître la production industrielle française de 25% d'ici à 2015. Or ce chiffre spectaculaire reflète en réalité une ambition très modeste. Il s'agit de revenir, en six ans, à la production industrielle d'avant crise.

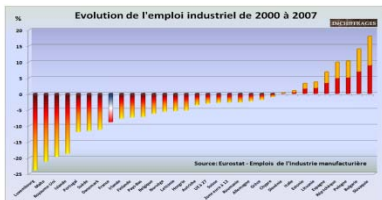
L'important, dans cette proposition qui fleure bon la communication, ce n'est donc pas le chiffre de 25%, retenu par un auditoire ébahi. L'important c'est le très long délai que le Chef de l'Etat se donne pour y parvenir. Fin 2015, c'est dans six ans. Faudra-t-il donc six ans pour effacer la crise ?

Ce serait d'autant plus fâcheux qu'en principe, les (vraies) sorties de crise assurent à l'économie un très net regain de croissance. La reprise qui suivit la récession de 1992-1993 ne fut pas d'une fulgurance notoire. Et cependant, il ne fallut pas plus d'un an pour que la production industrielle retrouve son niveau antérieur.



Et de janvier 1997 à décembre 2000, ce qui fait quatre ans, la production manufacturière française s'est accrue de 21%. Au moment même où le gouvernement Jospin mettait en place les 35 heures dans les grandes entreprises.

Ce dernier rappel n'est pas inutile, car il relativise beaucoup le tout dernier diagnostic du Président. Si la production et l'emploi industriels ont diminué depuis 2000, a-t-il affirmé à Marignane, c'est la faute aux 35 heures. Avec la même conviction, il en accusait [la taxe professionnelle](#) il y a quelques semaines, et ce n'était pas plus raisonnable.



En fait, l'industrie française est loin d'être la seule en Europe, à avoir vu s'étioler l'emploi depuis 2000. En Allemagne, la perte fut certes bien moindre. Mais la dégringolade fut bien pire au Royaume Uni et au Danemark – pour ne citer que deux exemples souvent érigés en modèles par ceux qui nous gouvernent.

A plate ambition, maigres moyens. Nicolas Sarkozy sortira de sa manche, en septembre, le seul outil auquel il ait songé pour soutenir sa politique industrielle : un « *nouveau produit d'épargne* » favorisant les placements en actions d'entreprises industrielles. Gageons qu'il s'agira aussi d'un placement pour la retraite. L'attente est insupportable.